



Clémentine AUTAIN

POUVOIR VIVRE EN ÎLE-DE-FRANCE

Chères Franciliennes, chers Franciliens,

Notre région est à la fois la plus riche de France et la plus inégalitaire. La vie chère, les pollutions, le rythme stressant rendent la vie de plus en plus difficile. Candidate à la présidence de l'Île-de-France, je m'engage pour la justice sociale, la préservation de l'environnement et l'égalité entre les territoires. Je veux agir contre ce modèle de développement aberrant qui conduit à des centres d'affaires, d'un côté, et des villes dortoirs, de l'autre. Je veux enclencher un changement en profondeur, à la fois social et écologique.

La crise sanitaire a révélé les impasses d'un système qui pousse les plus fragiles au bord du gouffre. C'est pourquoi nous proposons un choc de solidarité. Dès juillet, des mesures d'urgence viendront en aide à celles et ceux qui en ont le plus besoin. La Région doit constituer un rempart face aux crises violentes que nous traversons.

Ensemble, nous devons agir pour le climat. Notre santé et la qualité de la vie nécessitent de lutter contre toutes les pollutions. Je donnerai la priorité aux transports en commun, au vélo, au fret ferré et fluvial. Il faut également préserver les espaces naturels et permettre à chacune, chacun de mieux manger en soutenant une transition agricole paysanne et bio.

Avec son budget de 5 milliards d'euros, la Région a les moyens d'améliorer notre quotidien, de défendre l'emploi, d'investir dans l'éducation et la culture.

La droite régionale a creusé les inégalités sociales et territoriales. Aux intérêts des habitants, elle a préféré la compétitivité et la concurrence de tous contre tous. Faire primer le Charles-de-Gaulle Express à 24 euros le trajet aux travaux de rénovation du RER B, c'est mépriser les usagers des transports du quotidien. Donner des millions d'euros à des entreprises du CAC 40 sans aucune contrepartie sociale et environnementale pendant que d'utiles petites et moyennes entreprises ou associations peinent à vivre, c'est dilapider l'argent public.

Élue présidente de la Région, je changerai le cap pour satisfaire les besoins essentiels des Franciliennes et Franciliens. Je m'engagerai pour nous protéger des régressions portées par Emmanuel Macron et le gouvernement.

En tête à gauche le 20 juin prochain, je mettrai toutes mes forces au service du rassemblement des listes de gauche et écologistes pour en finir avec la droite de Valérie Pécresse dans notre région. J'en suis persuadée, ensemble, nous pouvons gagner et écrire une nouvelle page pour l'Île-de-France.

Pour vous,
Avec vous, *Aut.*

Notre liste est soutenue par



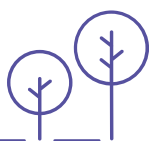
LE PROGRAMME

INVESTIR DANS LE SYSTÈME PUBLIC DE SANTÉ



- Cofinancer **300 centres de santé pluridisciplinaires** (tiers payant, médecins salariés et conventionnés secteur 1), en ciblant les déserts médicaux
- Ouvrir **20.000 places de formation de soignant.e.s** avec une rémunération des étudiants s'engageant à travailler 5 ans dans le service public
- Moratoire régional sur les fermetures de lits et de services hospitaliers

METTRE EN ŒUVRE LA BIFURCATION SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE



- Réduire la place de la voiture en développant les **transports en commun** ainsi que le fret ferré et fluvial. Objectif : réduire les émissions de CO2 et de gaz à effet de serre pour respecter les Accords de Paris et viser zéro émission nette
- Un milliard pour **construire 35.000 logements sociaux** par an et financer un **plan de rénovation thermique des logements**
- Créer **30.000 emplois solidaires et d'insertion** pour l'aide à la personne, l'entretien des espaces verts, le soutien scolaire...
- Fixer l'objectif de zéro artificialisation nette des sols
- Établir une stratégie régionale pour **relocaliser l'industrie de demain et développer l'économie circulaire**
- Créer un **service public régional de la réparation et du réemploi**
- Plan de rééquilibrage des subventions régionales, pour lutter contre les inégalités, et suspension des aides aux communes qui refusent d'appliquer la loi SRU imposant 25% de logement social
- Objectif de 80% de **produits bio** et 50% issus de **circuits courts** dans la restauration scolaire et le service des repas à domicile, ce qui aidera à la transition nécessaire de notre modèle agricole
- Dans les cantines, instaurer un **repas végétarien** par semaine et un menu de substitution chaque jour
- Créer des « **Maisons des franciliennes** » dans toute l'Île-de-France pour soutenir, informer, orienter les femmes, et pour agir contre les violences, pour l'égalité



POUR DÉCOUVRIR
TOUT LE PROGRAMME

www.clementineautain-idf.fr



DÈS JUILLET, UN CHOQ DE SOLIDARITÉ

- **Gratuité immédiate des transports en commun** pour les moins de 25 ans et tous les allocataires des minimas sociaux
- Multiplier par 10 les fonds dédiés à l'aide alimentaire, aujourd'hui seulement à 0,02% du budget régional
- **Gratuité des cantines** pour les lycéens des quatre premières tranches du quotient familial
- Créer un **SAMU culturel** pour soutenir les structures en danger
- Mettre des critères pour attribuer **des aides aux entreprises en fonction d'objectifs sociaux, notamment d'emploi, et environnementaux**
- **Bloquer la licence des clubs sportifs à 10 euros** grâce à une compensation de la Région pour l'année 2021-2022



MIEUX SE DÉPLACER POUR VIVRE MIEUX

- Priorité aux transports du quotidien avec un **plan d'investissement d'urgence pour les RER ainsi qu'un plan bus et tramways**, notamment pour la grande couronne
- **Stopper la privatisation des transports en commun** et des gares en contournant la mise en concurrence des nouvelles lignes avec une régie publique régionale des transports
- 2 milliards d'euros sur 10 ans pour **construire des milliers de km de pistes cyclables sécurisées** comme celles du RER Vélo et favoriser la pratique cycliste en offrant un vélo à tous les lycéens volontaires



POUVOIR ÉTUDIER, SE FORMER, SE CULTIVER

- Investir un milliard d'euros par an pour **rénovier les lycées publics**, les restaurations scolaires et les équipements sportifs vétustes et **mettre fin aux subventions régionales non obligatoires à l'enseignement privé**
- Construire deux nouveaux lycées publics à taille humaine chaque année et créer un **lycée agricole et environnemental public** par département durant la mandature
- Lancer un plan régional de recrutement public, notamment pour les agents des lycées
- Créer **1000 postes dans l'éducation artistique et culturelle**